

L'Humanité



L'Œuvre

Prolétaires de tous les pays,
nations et peuples opprimés, unissez-vous !

QUOTIDIEN DES COMMUNISTES MARXISTES-LÉNINISTES DE FRANCE

mercredi
16 juin 1976

No 510

1,50 F

B.P. 61
75861 Paris Cedex 18
CCP 30 226 72
La Source

Commission paritaire
No 57952

ÉDITORIAL

De l'eau dans le gaz entre cliques révisionnistes

Dans tous les secteurs de son activité sociale-impérialiste la clique révisionniste du Kremlin rencontre difficultés sur difficultés. La suspension brutale de la réunion de la commission de rédaction chargée de préparer le document préparatoire à la conférence des cliques révisionnistes d'Europe vient d'en être une nouvelle preuve.

En effet, les différentes cliques révisionnistes ne parviennent pas à se mettre d'accord sur la conception de leur « internationalisme », c'est-à-dire sur le type de liens qui doivent unir ces cliques à la clique sociale-impérialiste de Moscou. Les choses vont tellement mal de ce côté-là que Brejnev a éprouvé le besoin récemment de mettre en garde ses partis frères en déclarant qu'*il y avait peu d'internationalisme* dans leur attitude.

Ces contradictions et l'inefficacité croissante de la baguette des révisionnistes soviétiques sur les « partis frères » sont un reflet de l'excellente situation actuelle où l'hégémonie du social-impérialisme soviétique est rejeté par les peuples du monde.

En effet pour la clique révisionniste soviétique qui dispute l'hégémonie mondiale à l'impérialisme américain, les cliques révisionnistes constituent un élément parmi d'autres de leur offensive : opérant à différents niveaux elle cherche à utiliser toutes les forces politiques possibles contre leurs rivaux américains et pour diviser les proies qu'elle convoite, ce qui explique certains propos mielleux à l'égard du gouvernement français.

C'est que dans la rivalité avec les États-Unis pour le contrôle de l'Europe les révisionnistes soviétiques savent qu'ils doivent compter fondamentalement sur leur armement. C'est également pourquoi ils cherchent à utiliser les cliques révisionnistes surtout comme des forces subversives destinées à désagréger le camp adverse plus que comme des forces électorales capables de leur amener sur un plateau le contrôle de l'Europe de l'Ouest.

(Suite page 3)

BRISER LE COMLOT DU SILENCE AUTOUR DE ROMAIN LE GAL

Il faut briser le complot du silence organisé par la bourgeoisie autour de Romain Le Gal !

Romain Le Gal, ouvrier marxiste-léniniste lorientais est désormais le seul inculpé politique maintenu en prison pour délit d'opinion. Car c'est bien cela la base du dossier constitué par la justice capitaliste contre lui et les 5 autres inculpés de Lorient accusés de reconstitution du Parti communiste marxiste-léniniste de France. Ainsi ce qui motive le passage devant la « cour de sûreté de l'État », de R. Le Gal et des autres marxistes-léninistes lorientais ce n'est ni un complot, ni des actes terroristes, ni une quelconque entreprise subversive, mais tout simplement leurs convictions politiques. Et que fait la presse « d'information » et « d'opinion », même celle qui se flatte de partir en guerre contre toutes les injustices ? Elle se tait, obstinément, ou passe furtivement l'information au détour d'une de ses colonnes.

Des travailleurs révolutionnaires pour la première fois depuis le procès d'Alain Geismar sont envoyés devant ce tribunal d'exception, chef d'œuvre de l'arbitraire politique, qu'est la cour de sûreté de l'État et tous les « champions » des « libertés démocratiques » restent silencieux, prudemment silencieux, eux qui sont capables de faire un énorme tapage autour d'une affaire Agret ou d'une quelconque affaire de délinquance. Le gouvernement qui contrôle comme chacun sait étroitement la cour de sûreté de l'État peut bien multiplier les actes d'arbitraire, la presse de droite, de gauche et soi-disant d'extrême-gauche, unie sur ce point n'en fait pas une affaire d'État.

Loin de nous l'idée de nous lamenter ou de pleurnicher sur un soutien que nous n'attendons pas. Mais il est bon que la duplicité soit démasquée. Il est bon de montrer aux travailleurs que les super-démocrates ne s'intéressent aux libertés

que de ceux qu'ils contrôlent ou cherchent à contrôler. C'est vrai, bien entendu de la clique révisionniste du PCF qui, elle, est même une aile marchante de la répression bourgeoise contre ce qu'elle appelle en tremblant les « maoïstes », mais c'est aussi vrai de tous ceux qui gravitent à des degrés divers autour de l'Union de la gauche.

Et cela montre d'ailleurs que nous avons su tracer une nette ligne de démarcation entre eux et nous.

C'est pourquoi nous ne comptons pour briser le mur du silence avant tout que sur nos propres forces, sur les simples travailleurs informés et mobilisés sur leurs lieux de travail et d'habitation ainsi que sur le soutien de personnalités conséquentes avec leurs convictions de démocrates.

La tâche est ardue mais il est possible de développer un large mouvement de soutien à R. Le Gal et aux autres inculpés de reconstitution du PCMLF dont nous

associons, quant à nous, la défense à celle de tous les travailleurs et étudiants frappés ces derniers temps par la répression capitaliste.

A cet égard, nous appelons vivement tous nos lecteurs à développer hardiment tous leurs efforts pour préparer la journée d'action du 26 juin marquée par des manifestations dans plusieurs villes de France.

Cette journée s'inscrit dans la campagne pour la levée des inculpations contre les détenus politiques et visera notamment à exiger la mise en liberté immédiate de Romain Le Gal encore détenu en dépit des lois bourgeoises elles-mêmes ainsi que la cessation des scandaleuses mesures d'arbitraire judiciaire à son encontre.

*En avant pour la libération de Romain Le Gal et de tous les détenus politiques !
En avant pour la levée des inculpations !
En avant pour la dissolution de la cour de sûreté de l'État !*

Fourcade profite de la sécheresse

HAUSSES RECORDS DES PRIX

Il ne faut pas s'affoler disait M. Granet, secrétaire d'État à l'environnement sur France-Inter au sujet de la sécheresse. Alors que Fourcade annonce une série de hausses sur les produits de première nécessité : l'alimentation. Tout va très bien Madame la Marquise !...

Alors que les petits paysans touchés par la calamité naturelle qu'est la sécheresse vont à la ruine, les travailleurs subissent les hausses brutales : 4 % sur les yaourts, 3,8 % sur les desserts à base de lait gélifié, 4,8 % sur les fromages, 4 % sur les conserves, hausses également sur le café, les eaux minérales, la charcuterie, le tabac, le matériel agricole, le textile artificiel, etc.

M. Vilain, directeur des prix au ministère des Finan-

ces a réuni et proposé des réunions quotidiennes entre gros producteurs, grossistes et détaillants pour fixer les cours au jour le jour.

Que c'est « vilain » Vilain de se moquer des masses en conseillant aux ménagères de ne pas acheter trop cher.

Les spéculateurs profitent de la sécheresse, et le fourrage manquant voit subitement ses cours grimper en flèche, alors que les stocks s'accumulent pour mieux spéculer encore. Les trusts agro-alimentaires, ceux qui contrôlent les circuits de distribution, les grandes surfaces se nourrissent de la misère du peuple. Qu'il s'agisse de la sécheresse ou de la hausse des prix, c'est le système de profit de la bourgeoisie monopoliste qu'il faut combattre.

Un commentaire de l'agence CHINE NOUVELLE

L'UNION SOVIÉTIQUE CREE LA TENSION DANS LA REGION DU MOYEN ORIENT ET DE LA MEDITERRANEE

Dénonçant l'agressivité et l'expansionnisme du révisionnisme soviétique, l'Agence Chine nouvelle a le jeudi 10 juin commenté l'actuelle situation au Moyen-Orient. Le même jour le Renmin Ribao, organe central du Parti communiste chinois publiait un important commentaire intitulé « Mer agitée en Méditerranée ». Ces deux commentaires sont les premières analyses rendues publiques par nos camarades chinois sur les derniers événements du Moyen-Orient. Voici le texte du commentaire de Chine nouvelle.

Ces derniers temps, le social-impérialisme soviétique qui est sur sa lancée agressive et expansionniste se livre à de fréquentes et furieuses activités dans la région du Moyen-Orient et de la Méditerranée, si bien que la tension qui y règne a été aggravée. D'une part, il envoie des chefs du gouvernement et de l'armée effectuer des visites « amicales » dans des pays arabes ; d'autre part, il augmente sa présence navale en Méditerranée dans le cadre de sa politique de la canonnière. En certains endroits, il s'évertue à avoir les pieds bien plantés pour préserver ses intérêts acquis, et ailleurs, il introduit ses tentacules dans une nouvelle tentative d'expansion et d'infiltration. Cette offensive agressive de l'Union soviétique fut déclenchée au moment où les États-Unis étaient actuellement occupés aux élections présidentielles, son but essentiel étant de diminuer l'impact des États-Unis au Moyen-Orient et de mieux se placer dans sa rivalité pour l'hégémonie mondiale.

Après que le plan américain « des petits pas » pour résoudre le problème moyen-oriental eut fait long feu, l'Union soviétique s'empresse de publier en avril dernier une déclaration gouverne-

mentale, préconisant la reprise de la conférence de Genève en vue d'une « solution politique fondamentale et globale » du problème du Moyen-Orient. En fait, la solution globale du problème moyen-oriental proposée par l'URSS cache son intention réelle d'arracher aux États-Unis le contrôle sur le problème du Moyen-Orient. Les pays arabes concernés ont réservé un accueil froid à la proposition soviétique.

Fin mai et début juin, un manitou du Kremlin se rendit au Moyen-Orient pour colporter le programme de « solution globale » du problème moyen-oriental par la conférence de Genève, plan qui avait coûté beaucoup de soins de l'Union soviétique, pour semer la zizanie entre les pays arabes et pour aviver la tension régnant au Liban.

Ce manitou soviétique s'est répandu en calomnies vicieuses contre l'Égypte qui a le courage de défier l'hégémonie soviétique, et a demandé sans raison valable aux autres d'attaquer nommément ce pays comme lui. C'est évidemment pour empêcher que la lutte égyptienne contre l'hégémonie soviétique ne provoque une réaction en chaîne dans d'autres pays arabes.

(Suite page 2)

Jeudi 17 juin à 20 H pour la lutte du peuple de Timor-oriental

MEETING

avec la participation de
M. José Ramos Horta, ministre des Affaires
étrangères de la République de Timor oriental

Salle Siem - 6 rue Albert Lapparent - Paris 7^e - Mo Ségur.

Un commentaire de l'agence Chine Nouvelle

L'Union Soviétique crée la tension dans la région du Moyen-Orient et de la Méditerranée

Suite de la page une.

Au cours de sa tournée au Moyen-Orient, ce chef du Kremlin a mené des entretiens sur l'actuelle situation au Liban avec les dirigeants de certains pays arabes. Il cherchait à leur imposer les points de vue de son pays sur le problème du Liban. Dans les conflits armés qui s'acharnent à l'intérieur du Liban depuis 14 mois, les révisionnistes soviétiques jouent un rôle infame. Ils contredisent aujourd'hui ce qu'ils ont affirmé hier ; ils changent d'attitude en raison des circonstances ; dans les coulisses ils soutiennent une fraction pour combattre l'autre, tentant de semer le trouble afin de réaliser infiltration et expansion. Or, les visées du Kremlin sont loin d'être réalisées, tout comme l'a admis un officiel soviétique : « Nous cessons d'être en mesure de contrôler nos amis arabes ».

En accord avec cette «visite» au Moyen-Orient, les révisionnistes soviétiques

sont allés jusqu'à envoyer une nouvelle flotte de 15 bâtiments de guerre dont un porte-hélicoptères de la Mer noire en Méditerranée. Moins de 2 jours après le retour de ce chef du Kremlin à Moscou V. G. Kourikov, chef d'Etat-major général soviétique, est entré en Méditerranée à bord d'un croiseur-lance-missiles. Jusqu'à aujourd'hui, le nombre des bâtiments soviétiques en Méditerranée s'élève à 70, dépassant de loin celui de la 6e flotte américaine. Il est bien évident que l'envoi de nouveaux bâtiments et la présence en Méditerranée de Kourikov constituent un chantage militaire et une manifestation de la politique de canonniers. L'Union soviétique tente de tirer profit de la situation libanaise vivement agitée et de pêcher en eau trouble afin de réaliser ses buts criminels de s'assurer l'hégémonie au Moyen-Orient et d'encercler l'Europe occidentale par ses flancs nord et sud.

L'Union soviétique n'insinue à tout prix là où c'est possible au Moyen-Orient et n'épargne aucune force pour saper la position des Etats-Unis. Non seulement elle flirte encore avec Israël, mais encore sème la discorde entre la Jordanie et les Etats-Unis.

A cette offensive agressive soviétique, les Etats-Unis ont opposé une riposte acharnée. Dès que s'était tu le chef de file soviétique qui faisait valoir au Moyen-Orient son plan de «résolution globale» par la conférence de Genève, le président américain Ford, dans un discours télévisé le 6 juin à Washington, a déclaré de son côté : «Il est impossible de tenir dans le courant de cette année la conférence de Genève». Il a dit sans mâcher ses mots : les Etats-Unis essaient de «procéder à des transactions bilatérales». C'est-à-dire que les Etats-Unis s'obstinent à suivre la voie «des petits pas».

Il convient de noter que les deux superpuissances se livrent maintenant à une rivalité acharnée autour du problème du Liban. Avec des arrière-pensées, elles soutiennent chacune une fraction pour combattre l'autre dans ce pays, si bien que les flammes de guerre sans fin font rage. Depuis plus d'un an, de graves pertes humaines ont été causées. Voilà comment l'Union soviétique et les

Etats-Unis dressent les Arabes les uns contre les autres pour en tirer profit.

La rivalité entre les deux despotes, l'Union soviétique et les Etats-Unis, est à l'origine du manque de tranquillité au Moyen-Orient et dans la région méditerranéenne. Et le social-impérialisme soviétique, sous le manteau de «l'allié naturel», est un ennemi plus dangereux des peuples arabes. Dans le monde arabe, les révisionnistes soviétiques qualifient, avec quelque arrière-pensée, certains pays de «progressistes», et certains autres, de «réactionnaires» ; ils ont qualifié hier un pays de «progressiste» et l'accusent aujourd'hui de «réactionnaire». Et dans un pays arabe, ils appellent une fraction «patriotique» et l'autre «traïtresse». C'est de cette façon que l'Union soviétique divise les rangs arabes, crée l'antagonisme entre états et provoque des luttes fratricides entre fraction. Ainsi pourrait-elle profiter de cette situation troublée pour se livrer à l'infiltration, à l'expansion, au pillage et au contrôle dans les pays arabes. Quelle perfidie ! Les peuples arabes ont compris de mieux en mieux que ce n'est qu'en s'unissant que les pays et les peuples arabes pourront remporter la victoire dans la lutte contre le sionisme israélien et l'hégémonie des superpuissances.

Timor-oriental

Non à «l'incorporation»

A la radio de Timor oriental, le ministre de l'Intérieur et de la Sécurité du gouvernement de la République démocratique, Alarico Fernandes, vient de déclarer : «Du fait du refus catégorique du peuple de Timor oriental, l'Indonésie ne saurait absolument pas légaliser son incorporation de Timor oriental... Les Est-Timorais se battraient jusqu'au dernier homme, notre victoire est certaine».

Actuellement les guérilleros dirigés par le Fretilin opposent une résistance héroïque aux troupes indonésiennes sur l'ensemble du territoire. Ces jours derniers de nombreux soldats indonésiens ont été tués au combat et sept de leurs camions détruits.

L'Indonésie recueille ainsi le fruit de sa politique. Loin de respecter les résolutions de l'ONU, elle amplifie son agression contre le peu-

ple est-timorais. Ses crimes doivent être largement condamnés par l'opinion progressiste internationale. C'est l'objet de la visite d'explication qu'entreprend ces jours-ci dans notre

pays José Ramos Horta, ministre des Affaires étrangères et de l'Information de Timor oriental. Notre solidarité à la juste cause de son peuple lui est inconditionnellement acquise.



Nous voulons être un peuple indépendant.

Uruguay Les contradictions de la dictature

Le président de la République d'Uruguay, jusqu'ici porte-parole officiel de la dictature militaire qui opprime le peuple uruguayen, vient d'être destitué par ses pairs. Elu en novembre 1971, il s'était arrogé les pleins pouvoirs en juin 1973 avec l'appui de l'armée qui vient de l'écarter du pouvoir.

La crise dans laquelle l'oppression féroce de la bourgeoisie réactionnaire et de l'impérialisme US plonge le pays vient de faire éclater de violentes contradictions au sein de ces ennemis du peuple uruguayen.

Occupant le 8e rang de l'Amérique latine pour le Produit national brut, l'Uruguay est un pays essentiellement agricole, aux structures archaïques : immenses «estancias» et toutes petites propriétés. Il n'a connu pas moins de 47 dévaluations entre avril 1973 et janvier 1976. Le Parlement est dissous en 1973, la censure est rigoureuse et les prisons regorgent de plusieurs milliers de prisonniers politiques. Ce dernier fait est révélateur de l'ampleur des luttes populaires qui effraient la dictature et la divisent sur la conduite à tenir.

CEE : Un rapport pessimiste sur la situation économique française

La Commission économique européenne vient de publier un document sur la situation économique de l'Europe des 9 soulignant que de fortes pressions sur la monnaie française pourraient être provoquées par l'inflation grandissante. Les prix à la consommation en France pourraient notamment augmenter de plus de 10 % pour 1976. Outre cette inflation, note la CEE, «l'affaiblissement de la concurrence étrangère en France et le renchérissement des importations consécutif à la dépréciation du franc français constitueront des facteurs supplémentaires de hausse dans les mois à venir.»

Elle souligne également que «la persistance d'une inflation qui pourrait se développer à un taux plus de 2 fois supérieur à celui que connaîtront d'autres grandes puissances exportatrices» se traduira par une nouvelle aggravation du chômage et du déficit du commerce extérieur.

URSS A la recherche de boucs émissaires

Le ministre soviétique de la Construction, des Entreprises et de l'Industrie lourde — secteur non moins essentiel que celui de l'agriculture — vient d'être sérieusement critiqué dans une résolution du Comité central du parti révisionniste soviétique. Il lui est reproché les importants retards pris par son ministère dans la mise en service d'usines de métallurgie, d'équipements mécaniques et d'engrais. Ces retards, de l'aveu même des officiels russes, se traduisent par une perte de la production de fonte, d'acier, de laminés, de coke et de produits chimiques. Dans tous ces domaines le plan ne s'est pas réalisé, certaines usines ne peuvent travailler à plein rendement faute de matières premières suffisantes.

Ces critiques dont fait les frais le ministre de la Construction, après son compère de l'agriculture, témoignent de la gabegie qui règne en URSS mais aussi de l'avidité des nouveaux tsars pour les matières nécessaires à leur colossal effort d'armement au service de leurs plans impérialistes.

PÉKIN INFORMATION 1 an — 52 Nos — 21,00 F

LE NUMERO 23 DU 7 JUIN 1976 EST PARU.

AU SOMMAIRE :

- Entrevue du président Mao avec le premier ministre du Pakistan et Mme Bhutto.
- Les masses sont les véritables héros, éditorial du «Renmin Ribao».
- Teng Siao-ping trahit le marxisme dans sa totalité.
- Le «nivellement», autre tactique des nouveaux tsars pour spolier les pays du Comecon...

Offensive du tiers monde à la conférence de Vancouver

Achevée dans la confusion au cours de la nuit de vendredi à samedi, la Conférence des nations sur l'habitat qui se tenait à Vancouver, a permis aux pays du tiers monde d'exiger une redistribution des richesses mondiales en leur faveur et de mettre en question encore une fois le rôle des Nations-unies.

Dès l'ouverture de la conférence le 31 mai, le président mexicain Luis Echeverria avait mis en garde le monde développé contre tout refus de faire des concessions aux pays du tiers monde.

Forts de leur imposante majorité les 113 pays du groupe des «77» ont réussi à faire prévaloir leurs vues au cours des douze jours des travaux. Malgré les pressions exercées par les pays riches qui voulaient s'en tenir à l'étude des solutions techniques envisageables pour améliorer les conditions de vie des deux-tiers de la population mondiale, les pays pauvres ont réussi à polariser les débats sur deux questions : la responsabilité des

pays riches dans la répartition des richesses mondiales et la situation des Palestiniens exilés ou vivant dans les territoires occupés par Israël.

Amis lecteurs aidez-nous achetez toujours L'Humanité rouge dans le même kiosque

nouvelles intérieures

Méry se fait rappeler à l'ordre

D'après l'hebdomadaire «Le Point» de cette semaine, les récentes déclarations du général Méry ont provoqué l'irritation de Giscard. Celui-ci aurait «passé un savon» à son chef d'État-Major lors de la dernière réunion du conseil de Défense. «Le Point» indique également que Méry aurait été rappelé à l'ordre lors de son séjour en Chine. Il faisait trop de déclarations personnelles. On peut surtout penser que ces rappels à l'ordre sont dus au fait que Méry a dénoncé de façon ouverte la menace du social-impérialisme russe, ce qui a entraîné de violentes attaques de la part de l'agence Tass. Ceci ne signifie nullement qu'il y ait des divergences entre Giscard et son chef d'État-Major sur la politique de défense à mener. Cela signifie que Giscard ne veut pas dénoncer de façon ouverte les préparatifs de guerre de l'URSS, par crainte de trop mécontenter cette dernière, et de provoquer des déclarations coléreuses. Il craint d'affronter ouvertement le social-impérialisme russe.

Ce n'est d'ailleurs pas la première fois qu'un tel fait se produit. On se souvient par exemple que Poniatowski

ki s'était également fait rappeler à l'ordre en conseil des ministres après avoir fait des déclarations publiques contre l'URSS. Là encore l'agence Tass avait violemment réagi.

Ces faits éclairent la tendance du gouvernement actuel à céder à certaines pressions du social-impérialisme russe, même si ce n'est pas là l'essentiel de sa politique extérieure. Les dirigeants soviétiques n'ignorent d'ailleurs pas cela. C'est pour-

quoi ils alternent les déclarations flatteuses à l'égard du gouvernement avec les attaques lorsqu'ils sont dénoncés clairement. Ils espèrent ainsi que Giscard d'Estaing, par crainte des pressions soviétiques, s'oppose à toute mise en cause claire de la menace de l'URSS.

Il faut constater qu'à chaque fois que l'URSS s'en est prise à certaines déclarations d'officiels français, ceux-ci se sont fait rappeler à l'ordre.

Vitry sur Seine (Val de Marne)

Succès du meeting-débat DE L'HUMANITÉ ROUGE

C'est dans une ambiance de lutte que s'est déroulé avec succès le meeting-débat organisé par les communistes marxistes-léninistes de l'Humanité-Rouge de Vitry. Dans la salle «Camille Blanc», 80 personnes ont ainsi mené un vibrant débat sur les problèmes de l'emploi et de la répression. Auparavant avaient pris la parole : le Comité de quartier où il y a eu dernièrement lutte contre les saisies, un travailleur de la recherche expliquant les problèmes dans sa branche, un militant de la Jeunesse communiste marxiste-léniniste de France (JCMLF), qui aborda notamment les problèmes qui touchent les jeunes : l'emploi, les loisirs, les jeunes dans la société, une intervention d'un travailleur militant marxiste-léniniste licencié de Rhône-Poulenc-Vitry, suite à une occupation avec séquestration, expliquant quant à lui la trahison des dirigeants PCF/CGT qui sabotèrent la lutte, laissant ainsi la direction employer la répression, un ancien militant du PCF qui a rejoint les marxistes-léninistes a expliqué ce qu'est la ligne révisionniste et que nous devons toujours déjouer leur manœuvre en les combattant sans relâche, une intervention au nom des travailleurs de Tréfilimétaux.

Enfin, une intervention centrale a expliqué l'objectif des communistes marxistes-léninistes pour un parti unique, et la lutte contre la répression. Une intervention sur la répression appela au soutien de notre camarade Romain Le Gal emprisonné à Fresnes, des pétitions furent signées pour exiger sa libération et celle de tous les emprisonnés politiques, de même qu'une lettre fut adoptée pour soutenir Romain Le Gal.

Ce meeting est un succès, non par le nombre, mais par le fait même que c'est le premier réalisé à Vitry, fief révisionniste. A cela nous pouvons dire que c'est une victoire politique sur le révisionnisme.

Notons qu'un message de soutien a été envoyé à ce meeting par le Comité de parti «Colonel Fabien» du PCMLF, traçant les objectifs de ce parti et ses liens dans la lutte avec la classe ouvrière.

Première expérience qui nous montre qu'il est possible de «chasser le loup de sa tanière». Les communistes marxistes-léninistes de l'Humanité-Rouge à Vitry sauront ainsi continuer à expliquer aux travailleurs ce que sont les faux communistes du PCF et sauront encore plus les démasquer.

De l'eau dans le gaz entre les cliques révisionnistes

(Suite de la page 1)

De leur côté les cliques révisionnistes — notamment françaises, espagnoles, italiennes, japonaises, peuvent difficilement accepter, sous peine de perdre rapidement de l'influence, d'en être réduites à des instruments dociles de Moscou ; et l'expérience négative de la clique portugaise a sans doute contribué à précipiter l'adoption définitive de la «voie italienne» par le PCF.

Cependant la simple constatation des divergences existant entre les cliques révi-

sionnistes serait dangereuse si elle ne s'accompagnait de cette constatation que les divergences, si réelles soient-elles, sont d'ordre tactique et que sur le fond le résultat est le même. Il suffit d'examiner le contenu de la politique étrangère du PCF pour constater qu'elle vise partout à favoriser l'expansionnisme soviétique. Même si la discorde s'accroît dans le camp révisionniste, cela ne change en rien le rôle d'agent du social-impérialisme des différentes cliques révisionnistes.

Granet Bidegain et Cie

ASSEZ DE POUDRE AUX YEUX !

«L'expression des salariés dans l'entreprise» tout comme le «pas d'affolement» que recommande M. Granet, secrétaire d'État à l'environnement, au sujet de la sécheresse n'est que poudre aux yeux !...

«L'expression des salariés dans l'entreprise» lancée par le patronat est pour lui un instrument privilégié d'une réforme de l'entreprise. Un document «d'entreprise et progrès» établit le bilan d'expériences menées au sein de 2 000 entreprises française sur les réunions d'échange préconisées par le patronat lors des conclusions de Sudreau. «Entreprise et progrès» a José Bidegain comme président et celui-ci appelle à la collaboration des travailleurs dans les entreprises, il dit également favoriser la qualité de l'information et de la communication ainsi qu'un intérêt accru des travailleurs pour la production dans la mesure où ils ne se considèrent plus comme de simples exécutants.

Que de poudre aux yeux, oui ! Car les travailleurs jetés à la rue, les 1 500 000 chômeurs, la répression syndicale dans les entreprises, les travailleurs devant les tribunaux référés ou autres, les licenciements, les ferme-

tures d'usines, sont certainement selon ce M. Bidegain «une qualité de la communication». De la sienne bien entendu...

Les travailleurs sauront à juste titre bien sûr collaborer entre eux pour détruire la bourgeoisie qui l'exploite.

De son côté M. Granet, l'homme de l'environnement, dit de ne pas s'affoler de la sécheresse. Les petits paysans pauvres et autres agriculteurs moyens sauront bien prendre note qu'il ne faut pas s'affoler. On leur achète pourtant les cerises à 0,70 F le kg pour passer sur les marchés parisiens à 9,80 F et même plus de 10 F, là aussi il ne faut pas s'affoler M. Granet... Alors que le peuple a du mal à joindre les deux bouts, c'est la détente au Congrès de Versailles, o-u plutôt c'est la «grande bouffe» !... Jugez-en plutôt : *Aspic de homards, coq au vin jaune, cœurs de romaine, fromages et délices aux fraises des bois* et comme vin autre chose sans doute qu'un vin «Ramel» ou «Doumeng»...

C'est donc cela, le peuple lui peut se serrer la ceinture, la bourgeoisie monopoliste quant à elle ne fait que s'empiffrer sur le dos des travailleurs.

Les jeunes agriculteurs du Gard EN ACTION POUR LA FIN DU MOIS

Les jeunes agriculteurs du Gard et le Comité départemental d'action viticole envisagent pour la fin du mois des actions pour soutenir leurs revendications sur la situation du marché et des prix.

Les deux organismes ont tenu chacun une réunion lundi après-midi à Nîmes. Le CDJA a proposé les 29 et 30 juin comme date pour les actions envisagées, mais les modalités de celles-ci restent à définir, en accord avec les différents partenaires agricoles du département.

Le CDJA a fait valoir qu'en ce qui concerne plus particulièrement les fruits et légumes, les prix sont toujours très bas à la production, mais élevés à la vente au détail. Par ailleurs, les tomates d'importation entreront à nouveau en France à partir de mardi, ce qui posera un grave problème aux producteurs méridionaux.

En ce qui concerne le vin, c'est une véritable «psychose de baisse» qui s'instaure sur le marché. A Nîmes on a relevé ce lundi des offres très inférieures à 9 F le dégré/hecto.

QUAND DEFFERRE PREPARE LES ELECTIONS MUNICIPALES

La «Société d'études de marché et d'informatique» (SEMI) qui exploite entre autres l'ordinateur situé sur le domaine universitaire de Luminy à Marseille a deux caractéristiques : sa discrétion et son propriétaire. Celui-ci n'est autre que le maire socialiste de Marseille : Gaston Defferre. Elle est en effet contrôlée par le groupe de presse «Le Provençal» dont Defferre est le propriétaire et qui assure notamment la parution de deux journaux, l'un qui se donne des allures de «gauche» — «Le Provençal» — et l'autre qui déverse une propagande fasciste et raciste — «Le Méridional». Ces deux journaux se partagent le même immeuble où se trouve également le siège social de la SEMI.

Le 16 mars 1976, «Le Provençal» publiait un encadré annonçant le recrutement d'enquêteurs pour une enquête d'urbanisme sur la ville. Cette annonce qui ne précisait pas le contenu de l'enquête indiquait une adresse à laquelle se présenter : 25, cours d'Estienne d'Orves. Là les choses commencent à se préciser. Les enquêteurs se présenteront chez les particuliers au nom de la SEMI. A la fin, ils devront poser quelques questions de caractère politique. Ceux des enquêteurs que cet aspect des choses intrigue ne sont pas embauchés. Voici comment l'enquête se déroule.

On sonne à votre porte. Vous ouvrez. Un enquêteur vous tend alors un texte ainsi rédigé : «Nous participons actuellement à une étude sociologique auprès de la population marseillaise afin de mieux connaître les préoccupations actuelles des Marseillais concernant l'aménagement de

leur ville, les problèmes qu'ils se posent, aussi bien dans leur quartier que dans leurs déplacements, leurs loisirs, etc.» Tout cela vous est donc présenté comme une simple enquête d'urbanisme. Les questions commencent et se précisent de plus en plus. A partir de la question 23 on vous demande de porter des jugements sur «l'équipe municipale et son maire». Les questions deviennent ouvertement politiques : quel type d'alliance à la mairie ? Union de la gauche ? équipe actuelle ? équipe actuelle renouvelée ? équipe actuelle alliée à des personnalités compétentes et peu marquées politiquement ? équipe actuelle alliée à des personnalités centristes ? équipe gouvernementale ?

Puis on vous demande si Comité (UDR) pourrait faire un bon maire et aussi Dijoud (giscardien) ? On vous demande votre tendance politique, le journal que vous lisez, etc.

Puis toutes vos réponses iront à l'ordinateur de Luminy.

C'est ainsi que sous couvert d'«enquête d'urbanisme», Defferre réalise une enquête pour préparer les prochaines élections municipales. Grâce à des enquêtes de ce type, Defferre est en mesure d'engager des campagnes, de se donner un visage dont il sait qu'ils seront payants auprès des électeurs. Il peut également engager les combinaisons politiques qui lui permettront de rester maire. Ses journaux lui permettront de mener efficacement sa propagande. C'est ainsi que l'opinion est manipulée pour des élections prétendues «libres».



Hopital de St-Brieuc

UNE TRAHISON DE PLUS DES DIRIGEANTS CGT

Le 4 mai, la CFDT appelle à une assemblée générale pour tous les adhérents et sympathisants afin de déclencher une action sur l'hôpital. Quelques jours après, des propositions sont faites à la CGT. Après une semaine les dirigeants CGT se décident, la base n'étant pas au courant, à participer à l'action, mécontents de n'avoir pas eu l'initiative de cette action. Une intersyndicale se crée en vue de l'action. Et cette action démarre, le mercredi 12 mai : gratuité des examens et consultations externes par la suppression des cotations ; services réduits (ménage, linge, communications téléphoniques) ; assemblée générale à 14 h 30 au self. Le jeudi 13 mai, même forme d'action, self fermé, piquet de grève de 9 h à 17 h par roulement de deux heures avec point fort pour la manifestation.

Les travailleurs ont répondu en masse. Les assemblées générales étaient représentatives, ainsi que les différentes manifestations à travers la ville. Plusieurs travailleurs avaient

les poings levés et scandaient des mots d'ordre combattifs tels que : « Nous voulons, nous aurons satisfaction ! » ; « Satisfactions à nos justes revendications ! » ; « Des salaires, pas des pourboires ! » ; « Nous irons jusqu'au bout ! ».

Après sept jours de grève administrative, le conseil d'administration se réunit le 28 mai et cède sur quelques revendications :

- les congés annuels comptés sur 5 jours ouvrables ;
- un quart d'heure pour le temps de repas au lieu des 3/4 d'heure demandés ;
- 38 h 3/4 pour les veilleurs au lieu des 35 h demandées.
- titularisation plus rapide des auxiliaires ;
- prime de contagion et de chaussures à tout le personnel.

Beaucoup de travailleurs ont marqué leur colère : « Ils se moquent de nous ! 38 h 3/4 pour les veilleurs alors qu'on demande 35 h ! 1/4 d'heure pour manger, pourquoi pas 5 minutes ! » Ces travailleurs étaient décidés à continuer l'action,

à la durcir : « Ils ont craché, ils peuvent cracher plus ! »

Une assemblée générale a lieu dans la cour de l'hôpital où les délégués CFDT appellent les travailleurs pour une assemblée générale le lundi 31 mai, pour rendre compte des revendications obtenues et pour que les travailleurs se prononcent pour ou contre la continuation de la grève. La base CGT et CFDT se prononce pour ; par contre les dirigeants CGT se posent la question de savoir si une assemblée générale est vraiment nécessaire. Finalement, la décision est prise !

OU APPARAÎT LA TRAHISON DES DIRIGEANTS CGT

Dimanche 30 mai, un tract est distribué sur l'hôpital par les dirigeants PCF-CGT, toujours à l'insu de la base. Une fois de plus, ils essaient de récupérer à leur profit la grève ! Ce tract, beaucoup de militants de base CGT le désapprouvent et voient en lui la malhonnêteté de leurs dirigeants.

Dans tout le trust Rhône-Poulenc

TOUS ENSEMBLE ET EN MEME TEMPS !

Depuis de nombreux mois, les travailleurs de Rhône-Poulenc subissent les effets de la politique des Renaud-Gillet et Cie : restructuration, arrêt de fabrication, fermeture d'usines, mutations, chômage, licenciements et répression syndicale. Ainsi le licenciement de 515 travailleurs à Rhône-Poulenc Textile (RPT) de Péage-de-Rousillon (Isère) est prévu pour le 24 juin.

Toutes ces atteintes ne sont qu'un prélude aux mesures prises par Renaud-Gillet pour licencier 4 000 travailleurs de RPT. Des menaces pèsent aussi sur la Chimie, et récemment la direction de Rhône-Poulenc annonçait au comité central d'entreprise la réduction importante d'effectifs : 1) dans les services administratifs (sièges et usines) ; 2) la réorganisation des études et recherches par une diminution des effectifs ; 3) la fermeture d'unités de fabrication déclarées non compétitives.

Dans le secteur Chimie, pour commencer sa sale be-

sogne, la direction annonce que très prochainement elle envisage de licencier les travailleurs de plus de 60 ans. Des mutations sont également prévues dans d'autres établissements, ceci dans le but de procéder à des licenciements déguisés ; car beaucoup de travailleurs seront ainsi contraints de démissionner.

**Une seule solution :
tous ensemble
et en même temps
sur l'ensemble du trust !**

Tous ensemble, dans le trust, c'est aussi ce que disent les syndicats de l'usine de Vitry dans leurs tracts du 8/6/76 qui appellent à une journée d'action (*une de plus*). Qu'en sera-t-il après cette dite journée ? Comment sera-t-il possible de mener la lutte de tout l'ensemble : Chimie, Textile, Pharmacie et Films ?

Oui, ces questions importantes se posent car le PCF-CGT ne veut pas de cela, ni les dirigeants PCF/CGT de Vitry, même s'ils parlent ainsi... ils agissent autrement.

Voyons de plus près ce que veulent ces soi-disant défenseurs des travailleurs : dans un article paru dans « *Travailleur alpin* » (hebdomadaire révisionniste de Grenoble), ils disent : « *que la lutte doit se mener aujourd'hui atelier par atelier, poste par poste, afin de sauver l'outil de travail*. Ils ne cherchent en fait que la division pour mieux mener les travailleurs sur la voie de garage ; ou tout simplement : « *pour l'application du Programme commun et la nationalisation de Rhône-Poulenc*. »

Les travailleurs de Rhône-Poulenc, qu'ils soient de la Chimie, du Textile, de la Pharmacie ou des Films doivent être vigilants et déjouer toute division d'où qu'elle vienne.

Ils doivent se mobiliser tous ensemble, dans tout le trust, pour mieux frapper la direction de Rhône-Poulenc et la faire céder. C'est tous ensemble et en même temps qu'il faut mener la lutte.

Un militant marxiste-léniniste licencié de Rhône-Poulenc Vitry.

Qui parle d'habitude d'unité et qui, en fait, en coulisse, ne cherche qu'à diviser et saboter la grève ? Ce sont les dirigeants PCF/CGT.

Le lendemain, au cours d'une assemblée générale, devant les critiques des travailleurs, la CGT se défend et cherche à se déculpabiliser en disant : « Un quart d'heure, c'est mieux que rien ! Il fallait bien obtenir quelque chose du conseil d'administration. Il faut bien ramper sur le tapis, parfois ! »

Un responsable CGT dit : « Si la direction avait préféré nous recevoir, nous aurions négocié nos revendications et pas appelé à une grève. » Inutile de dire que ces traitres ne voulaient absolument pas continuer la grève et encore moins la durcir. Mais que ces dirigeants traitres de la CGT ne s'y trompent pas ! Les travailleurs ne se laisseront pas bernier une seconde fois ! Ils savent qu'au conseil d'administration, sans rapport de force, on n'obtient jamais rien. C'est sous la pression et le rapport de force établis par les travailleurs que le conseil d'administration a cédé. Devant la détermination des travailleurs, les patrons ont dû lâcher. Mais ils ont lâché le moins possible ! Et les dirigeants CGT ont crié victoire ! Eux aussi ont eu peur devant la détermination des travailleurs !

La grève n'a pas été un échec, car les travailleurs étaient de plus en plus mobilisés. De plus, certains travailleurs se sont rendus compte de la pourriture des dirigeants PCF-CGT. La grève pourrait reprendre car toutes ces revendications doivent être prises en accord avec les autorités de tutelle, c'est-à-dire la DDASS (Direction départementale de l'action sanitaire et sociale). Elle pourrait reprendre comme il avait été prévu, avec des actions plus dures telles que la non-cotation des admissions (soins gratuits aux malades).

Les communistes m-l de l'hôpital et des travailleurs de l'hôpital de St-Brieuc

QUAND VOUS

AVEZ LU LE

QUOTIDIEN

NE LE JETEZ PAS !

DONNEZ-LE

OU AFFICHEZ-LE !

la France des luttes

Caluire-Légumes (Rhône)

GREVE DES OUVRIERS AGRICOLES

Les ouvriers agricoles sont en grève depuis le 19 mai à cause de leurs conditions de travail. Ils ont :

- un salaire horaire à 8,72F (5 salariés sur 18 payés plus cher par le patron pour lui servir de gardes chiourmes) ; des horaires différents selon les jours et selon les ouvriers ; des conditions de travail très pénibles, par tous les temps, toujours courbés à couper des salades, pas le droit de se relever pour discuter, pas de pause casse-croûte. Les logements : une cabane de 10 m² pour 4 personnes au milieu du gasoil, du fumier, de l'engrais ; pas de sanitaire et de surcroît 100 F de loyer pour ces cages à lapin, retenus sur la paye sans reçu.

Ils demandent : 9,50 F de l'heure ; 120 F par mois d'indemnisation pour logement en foyer au lieu de cabanes de 10 m² pour 4 payées 400 F par mois ; 1/2 heure de pause casse-croûte payée ; suppression du travail sous la pluie ou la neige ; paiement des jours de grève.

Les patrons Thievon et Charbotel montrent leur vrai visage, quand on sait que « monsieur » Thievon en personne a foncé sur les grévistes avec un tracteur attelé d'une remorque... Les travailleurs ont juste eu le temps de sauter pour ne pas passer sous les roues.

La presse ne passe aucune information sur la grève, la police et les renseignements généraux interviennent directement contre les grévistes pour les intimider et filent des militants CFDT.

Pour briser la lutte, les patrons ont essayé d'emba-

cher d'autres travailleurs (turcs) ; mais ces derniers ont refusé de travailler après discussion.

Caluire-Légumes est un exemple des entreprises agricoles capitalistes qui tendent à prendre la place des petits producteurs paysans. Derrière Thievon et Charbotel il y a les patrons de l'agriculture et ce n'est pas un hasard si le patronat agricole du département les soutient car « monsieur » Thievon père est le premier adjoint au maire de Caluire et membre de la Chambre d'Agriculture...

La solidarité entre travailleurs français et immigrés s'organise, avec l'aide de la CFDT, d'inorganisés et des militants de l'Humanité rouge. Diverses collectes sur les marchés, au lieu de travail ont déjà été organisées, de même qu'une manifestation de soutien regroupant près de 200 personnes s'est déroulée à Caluire, un comité de soutien sous le contrôle des grévistes vient d'être créé.

Les ouvriers agricoles de Caluire-Légumes appellent d'autres travailleurs à les soutenir activement.

- Rendons-leur visite dans leurs « cabanes », à 100 m de Mammouth-Caluire, à côté du foyer Sonacotra.

- Refusons d'acheter les salades « jaunes » en provenance de Caluire-Légumes et en vente aux Mammouth, Carrefour et Marché-gare.

- Organisons des collectes et adressons notre solidarité financière au syndicat des ouvriers agricoles, 4, place Paul Bert 69400 Villefranche.

Correspondant HR.

Montpellier

LES TRAVAILLEURS DE CONFORMAZOUT EN GREVE ILLIMITEE

Mercredi 9 juin, les 16 salariés de l'entreprise Conformazout (installation de chauffage, climatisation) ont décidé de se mettre en grève contre le licenciement de 2 d'entre eux. Pour le patron c'est pour « raison économique » que ces 2 ouvriers sont licenciés ; mais invoquer des raisons économiques, lorsque lui-même affirme que les contrats ne manquent pas, n'a pas trompé les travailleurs. Pour eux ces 2 licenciements constituent une mesure de répression contre 2 des leurs qui ont joué un rôle important dans les luttes passées. En effet si le patron licencie ces 2 ouvriers, c'est parce qu'il n'a pas avalé d'une part la création d'une section syndicale CFDT voici un an, et d'autre part la grève d'une journée au mois d'octobre pour des augmentations de salaire et celle du mois de mars qui dura 6 jours contre la réduction du temps de

travail sans compensation de salaire. Lors de ces 2 grèves, les travailleurs avaient obtenu satisfaction et la pilule était dure à passer pour le patron, surtout que l'unité des travailleurs s'était sérieusement renforcée. Aussi dès l'annonce des licenciements et alors que le patron a le toupet de leur dire que c'est le début d'une longue série, les ouvriers n'hésitent pas une seconde : la grève est décidée et ils sont bien décidés à la poursuivre jusqu'à la réintégration de leurs 2 camarades. Au niveau du soutien ils ont reçu l'appui du syndicat CFDT du bâtiment ; un tract de popularisation va être diffusé, ainsi qu'un communiqué à la presse locale.

Quant au patron il se refuse à toute négociation. Mais le moral est bon et les ouvriers ne sont pas prêts à baisser les bras.

Correspondant HR.



I-EXEMPLES DE REPRESSION

Nous commençons une série d'articles sur les luttes contre la répression dans les entreprises :

leur point de départ, leur convergence, la liaison entre les luttes revendicatives et la lutte politique contre la répression, l'enjeu de ces luttes, etc.

Dans certaines entreprises la répression systématique est quotidienne et de longue date, la direction se servant de «syndicats» directement à sa solde (comme la CFT) pour exercer une véritable terreur, une dictature ouverte. Parmi les plus connus : Simca-Chrysler, Citroën ; d'autres moins connus comme Valentine (à Gennevilliers).

D'autres patrons utilisent la tactique d'empêcher à tout prix la création de syn-

dicats de type pourtant «traditionnel» (CFDT-CGT). Nous prendrons ici l'exemple de l'usine Bourgeois à Besançon, dont 2 délégués (1 CFDT, 1 CGT) sont venus témoigner samedi soir au meeting contre la répression organisé par la section CGT des Câbles de Lyon à Clichy.

L'usine Bourgeois (découpage - emboutissage de la tôle), 550 ouvriers, a toujours eu la réputation d'un bagne. A part la maîtrise

et l'encadrement qui ne mettent jamais en danger leur intégrité physique, c'est le jeu de massacre permanent.

Bourgeois (Besançon)

En quelques années pour les OS des presses, les mains sont détruites, criblées de cicatrices... souvent muti-

lées définitivement : il n'y a guère d'ouvriers et ouvrières sur presse qui aient leurs phalanges après quelques années passées chez Bourgeois. Les doigts coupés, ça ne repousse pas !

Les salaires de misère (en août 75 un ouvrier sur presse gagnait environ 1 300 F par mois, à cela il faut encore retirer le chômage partiel !).

Le bruit, le non respect des mesures d'hygiène et de sécurité... réduction des effectifs et augmentation des cadences, etc... telle est «l'ambiance» Bourgeois !

Depuis qu'existe l'usine, la direction a toujours réussi à éliminer le syndicat. Tous les moyens sont bons : blocage du salaire des délégués, accusation de faute professionnelle, brimades en tout genre. En voici quelques exemples :

- En mai 71 : 3 semaines de grève avec occupation ; implantation de la section CFDT. Sitôt la reprise du travail, la direction ouvre les hostilités contre le syndicat.

- 29 juin 71, première réunion des délégués - Bourgeois père refuse d'y assister, Bourgeois fils se fait porter absent. Le directeur financier explique que ces réunions ne servent à rien : «on est à l'usine pour produire, pas pour discuter».

- 15 juillet 71 : 6 délégués ont un jour de mise à pied pour avoir refusé de remplir les bons *illégaux* que la direction voulait leur imposer.

- juillet 72 : Bourgeois passe au tribunal correctionnel et condamné, suite au procès verbal dressé au mois d'octobre. Le patron fait appel, la cour d'appel confirme le jugement.

Il aura fallu 2 ans de lutte pour que la mise en place des délégués du personnel soit reconnue par le patron. Mais la direction Bourgeois ne va pas en rester là ; désormais elle prendra simplement garde à ce que la répression antisyndicale ne puisse pas donner prise à une nouvelle action judiciaire.

Les brimades envers les délégués restent la règle (blocage des salaires, mutations arbitraires, etc.). La situation sociale à l'usine est explosive, en 75 les ouvriers (en majorité immigrés) sont montés 3 fois envahir le bureau de Bourgeois. En mai 75, 2 semaines de grève, le patron et son directeur financier sont séquestrés, ils sont délivrés par les flics. Le patron porte plainte, 4 militants

CFDT sont inculpés pour ensuite licencier. Le procès devait avoir lieu le 21 avril 76, la veille une manifestation avait lieu devant les portes du tribunal et en ville. Le jugement est reporté d'un mois.

SEP (Bordeaux)

Parmi les autres exemples, disons plus «classiques», celui de la SEP. C'est suite à une grève d'un mois contre le licenciement d'un agent-technique qui était lié aux ouvriers, que le patron veut licencier 5 militants CFDT (dont 3 responsables syndicaux) et donne des sanctions avant licenciement à 15 autres (dont 12 responsables syndicaux). Le patron n'était pas habitué à ce genre de grève (contre la répression), les grèves portaient habituellement sur des revendications économiques. Avant le patron s'engageait à ne pas poursuivre pour

faire échec aux licenciements (et donc à la répression) est d'une grande importance pour la région de Bordeaux, le succès ou l'échec sera d'un grand impact.

Les licenciements pour faits de grève sont devenus monnaie courante : chez Confort-Mazout (voir article page 4) où 2 travailleurs sont licenciés sous le prétexte de «raison économique» alors qu'en réalité c'est pour le rôle important qu'ils ont joué dans les luttes passées.

Bourgogne-Électronique (Dijon)

La répression ne touche donc pas seulement les délégués syndicaux combattifs, mais l'ensemble des éléments qui sont à la pointe du combat, comme chez Hoover (Dijon) où en plus du licenciement de toute la section CFDT, beaucoup d'autres sont touchés. De même chez Bourgogne-Élec-

Etudiants

Des CRS, des barbouzes et des chiens pour «assurer la liberté des examens» à la faculté des lettres de Nantes

PAS D'EXAMENS AVEC UN FLIC DANS LE DOS

Ainsi que l'avait décidé dans une motion l'assemblée générale inter-facultés de Nantes, les étudiants se sont présentés aux examens la semaine dernière. Ils n'ont alors pas tardé à s'apercevoir que les portes des amphithéâtres où ils composaient étaient bouclées, tandis que des barbouzes rôdaient un peu partout, avec des chiens, dans la faculté des Lettres. Par ailleurs les sujets d'examens portaient sur des parties non vues du programme.

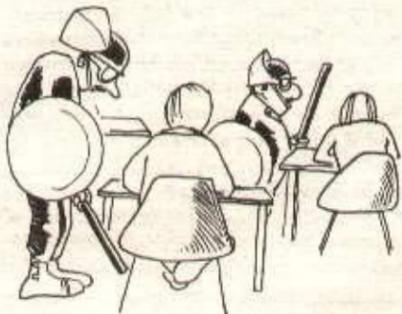
Dans ces conditions il n'était pas possible d'accepter de passer les examens. Aussi dès l'après-midi un amphithéâtre décidait-il de boycotter.

Le lendemain les barbouzes étaient toujours là. A nouveau l'après-midi les étudiants, sortant des amphithéâtres, boycottèrent le reste des épreuves. Là-dessus, Sparsel, le président de l'université, décida de faire intervenir les flics.

Le jeudi matin, les forces de police encerclaient complètement la faculté. Spontanément, la majorité des étudiants refusaient de subir les épreuves. Seules quelques sections, comme celle d'anglais, cédaient sous la menace policière. Les étudiants entamaient des discussions avec Sparsel en vue d'obtenir le départ des flics. Ils se retirèrent effectivement, mais les examens n'eurent pas lieu pour autant.

Une assemblée générale était décidée pour l'après-midi. Peu de discours à cette assemblée : il était clair pour tout le monde que le boycott des examens s'impo-

sait. La mise en pratique de cette décision amena une fois de plus l'intervention des flics qui ne devait toutefois pas parvenir à faire céder la majorité des étudiants. Quoi qu'il en soit, il apparaît clairement à chacun aujourd'hui que le passage des examens sous quelque forme qu'il se fasse était un piège et que révisionnistes



et trotskystes ont eu un rôle de tout premier ordre pour faire tomber les étudiants dedans et ainsi saborder leur juste mouvement de lutte de masse contre la réforme de l'enseignement du second cycle. Il y a là de précieuses leçons à tirer qui seront décisives pour la conduite des prochains mouvements étudiants.

Soutien aux inculpés de Montpellier

Face à la répression aveugle qui s'est abattue sur le mouvement étudiant à la faculté des Lettres de Montpellier - 4 étudiants inculpés parmi lesquels 2 condamnés à un an de prison dont 4 mois fermes - les étudiants ont décidé de créer un comité de soutien aux 4 inculpés. Pour lutter contre la répression, pour la levée des inculpations

et la libération immédiate des étudiants injustement emprisonnés. Le comité de soutien appelle à rejoindre massivement ses rangs et à participer à la préparation d'un meeting contre la répression qui se tiendra à Montpellier dans le courant du mois de juin. Il appelle également à un gala de soutien aux 4 inculpés ce mercredi 16 juin de 15

à 24 heures au Centre universitaire, 45, bd Villeneuve-Angoulême à Montpellier (entrée gratuite), auquel participeront des groupes musicaux et des troupes de théâtre. Tous les frais qu'entraîne la justice bourgeoise, le comité de soutien appelle à la solidarité financière.

Le comité de soutien.



Au meeting des Câbles de Lyon, de droite à gauche : les 2 représentants de Bourgeois et une représentante de Bourgogne-Électronique.

fait de grève, là non. Il veut remettre en cause, par la répression, la pratique d'une section syndicale se plaçant sur une juste position de classe et pratiquant la démocratie syndicale et la démocratie prolétarienne (par exemple, toutes les décisions sont prises par les travailleurs eux-mêmes en assemblée générale et non par un petit quarteron d'«élus» bureaucrates coupés des masses). Il veut lui aussi éliminer cette section syndicale, afin d'avoir les mains libres pour licencier «tranquille» à l'avenir. Il est aidé en cela par les responsables révisionnistes qui ont tout fait pour que la grève capote : notamment en propageant des idées réactionnaires du genre : «on ne fait pas grève pour UN gars» ! Défendre un camarade de travail, pour eux ça n'a pas de valeur ! La juste position de classe, c'est de répondre par «un pour tous, tous pour un» !

La lutte qui se mène actuellement à la SEP pour

La solidarité et la coordination des luttes s'organisent.

(A suivre)



Enquête

LES CERISES DE LA COLERE (2)

Dans le précédent article nous avons vu dans quelle situation économique se trouvent les petits producteurs de cerises. Dans le présent article nous verrons comment apprécier les différentes organisations syndicales et ce qu'elle défendent.

Les paysans disent : « Ce n'est pas nous qui sommes responsables de la crise, ce n'est pas à nous d'en faire les frais ! » Et la lutte s'organise. Déjà, le 24 juin 1975, avait lieu une manifestation des ouvrières et des ouvriers de l'usine d'Apt-Union à laquelle les paysans avaient participé pour s'opposer à la fermeture de l'usine.

Dans la nuit du 19 au 20 mai, un camion citerne italien contenant des cerises en saumure d'importation est incendié par des « inconnus ».

Le lendemain, à Apt, a lieu une manifestation silencieuse d'un millier de personnes ; ce qui ne s'est jamais vu depuis 1936. En tête, le syndicat national de la cerise (organisé par les CRAV). Une marche funèbre est jouée par le théâtre de l'Olivier. Un cerisier est coupé et déposé devant la sous-préfecture. C'est le premier des 500 000 que l'on voudrait forcer les paysans à arracher. L'Union locale CFDT d'Apt était là.

Une seule intervention surprendra tout le monde : c'est celle du MODEF, qui non content de détourner le problème sur la question de l'Europe, désavouera publiquement l'incendie de la veille et tient à se démarquer nettement de ce type d'action... il préfère envoyer une lettre au ministre ou faire jouer les zélus locaux !

Il est clair maintenant que les dirigeants du MODEF sont plus préoccupés par les échéances électorales que par le prix de la cerise. Capables de faire de grands discours ces soi-disant syndicalistes refusent et sabotent toute action violente et toute manifestation qui leur échappent.

Ils se sont même fait tirer

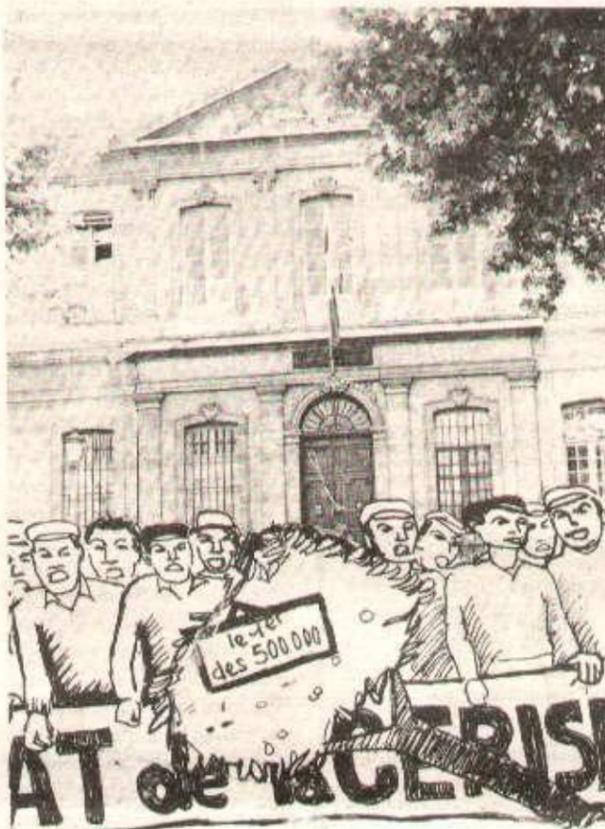
l'oreille, — « oubliant » des réunions d'organisations par exemple — pour la manifestation d'Apt, quitte à faire croire après par une photo habilement légendée dans « la Terre » que c'était eux les principaux organisateurs.

Comment pourraient-ils défendre les intérêts du petit paysan lorsqu'ils comptent dans leurs rangs et surtout à leur tête des gens comme le milliardaire et trafiquant Doumeng qui a fait école dans la région.

Témoin Roland Pidou, gros propriétaire terrien des vergers, expéditeur de fruits et légumes, membre éminent du PCF d'Althens-les-Paluds et dirigeant du MODEF. Ce défenseur de l'« exploitation »... « familiale » ne déclare pas ses ouvriers agricoles à la Sécurité sociale et va jusqu'à truquer les horaires de travail en retardant sa montre à midi. Il détient le record des procès avec la CFDT du Vaucluse et traite les travailleurs immigrés comme des esclaves. Ce candidat du Programme commun aux municipales a même fait travailler ses employés pendant une journée, loin du village, sans leur apporter à manger, arguant « qu'ils pourraient manger des pommes » !...

Dans le Luberon même, les paysans que nous avons rencontrés, se font critiquer par certains militants du MODEF parce qu'ils accordent des conditions de travail et de salaire décentes à leurs ouvriers agricoles. La réputation de ces membres du PCF est si bien faite qu'ils ont du mal à garder du personnel durant la récolte.

D'autre part, l'électorisme et les magouilles sont autant de freins à la mobilisation des paysans. Le pro-



Le 1er des 500 000 cerisiers à arracher est déposé devant la sous-préfecture d'Apt (photo HR).

blème n'est pas de choisir entre la FNSEA dirigée par le gros propriétaire Debatisse et le MODEF dirigé par le gros propriétaire Doumeng il est de réaliser l'unité à la base et dans l'action de tous les petits paysans victimes de la politique capitaliste. Et cela ne peut se faire que contre la ligne imposée par ces messieurs. C'est contre la ligne de la FNSEA qu'il faudra imposer l'unité ouvriers et paysans ; c'est c'est contre la ligne du MODEF qu'il faudra imposer de nécessaires actions violentes.

Certains politiciens veulent utiliser la bataille de la cerise comme tremplin pour les municipales, mais les paysans ne sont pas dupes. « Je m'en fous que la gauche arrive au pouvoir en 78, si j'ai dû quitter la terre d'ici là ! » nous disait un paysan.

(A suivre demain)

Index des sigles :

MODEF : Mouvement de défense des exploitations familiales sous direction PCF.

FNSEA : Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles dirigée par les gros propriétaires.

FORMA : Fonds d'orientation et de régulation des marchés agricoles.

CRAV : Comité régional d'action viticole.

informations générales

IL NOUS FAUT 25 MILLIONS D'ICI LE 30 JUIN

Une bataille politique de grande importance

Total au 7/6/76	54 121,81 F	CDHR Fabien	6 000,00 F
Soutien au journal des travailleurs JT en timb.	31,00 F	CDHR Dimitrov	600,00 F
CDHR Commune de Paris BY	20,95 F	CDHR J.Lahaut	250,00 F
JA	386,50 F	CDHR PTT 3	170,00 F
Pr la sousc. ED en timb.	37,20 F	Tony Blancart	2,50 F
CDHR Cathelas	100,00 F	CDHR Comm. de Paris	350,00 F
CDHR G.Péri B	56,00 F	Individuel	8,50 F
Suppl. abt BR	26,00 F	Id.	7,50 F
Vive la dict. du prol.		CDHR G.Moquet	100,00 F
RL	200,00 F	CDHR Mopty	72,00 F
Suppl. réabt MJ	305,00 F	CDHR Péri NO sur des marchés	77,50 F
Id. DY	5,00 F	Sortie d'l usine	37,32 F
Pr la sousc. YJR	60,00 F	CDHR Staline O	100,00 F
CDHR A.Marty M	1 730,00 F	CDHR Ho Chi-Minh	20,00 F
1 élève-maitre symp.	200,00 F	CDHR P. Semard NO	1,50 F
Suppl. réabt RD	30,00 F	CDHR M. Gorki	500,00 F
Pr les 25 M — SH	50,00 F	CDHR Mopty	77,00 F
Suppl. réabt FP	40,00 F	CDHR Fabien sousc. masse	200,00 F
Id. BJ	18,00 F	CDHR Fabien	100,00 F
Id. Mle LJ	68,00 F	CDHR Dimitrov	200,00 F
Id. LD	5,00 F	CDHR G. Moquet	10,00 F
Des militants et sympath. région Mans	360,00 F	CDHR C. Zetkin S	3 700,00 F
Sousc. coll. anonyme		CDHR PTT 3	500,00 F
2e verst	200,00 F	Individuel	4,00 F
Pr que vive le quot. de la classe ouv.	200,00 F	CDHR J. Labaut	100,00 F
Sousc. de lecteurs réguliers du Nord	46,76 F	CDHR Mancuchian	250,00 F
Sur marché en mai	21,10 F	CDHR C. Zetkin	4,00 F
2 mil. pr que vive le quot.	200,00 F	JC/ML T	83,50 F
Sousc. libr. Bretagne	75,00 F	CDHR G. Moquet	12,00 F
CDHR SA	23,50 F	CDHR Ho Chi-Minh	413,50 F
CDHR N.Béthune B	200,00 F		
Suppl. réabt BF	210,00 F		
CDHR Staline O	800,00 F		

Total au 11/6/76
72 707,64 f.

Tortures façon 76

Vers 18 heures à Bandol, René Adolphe, ferrailleur, travaille encore dans l'un de ses entrepôts avec un ami, Christian Gras, en arrêt de travail. Deux des flics de la brigade que la municipalité a fait renforcer il y a 2 ans, arrivent chez René-le-ferrailleur. Ils tombent sur un canon de fusil tout rouillé que René a trouvé dans une poubelle le matin même... Et si c'était une arme volée ? « Passez le reprendre dans une demi-heure à la brigade ».

18 h 30, René et le Grand — c'est le surnom de Christian Gras — arrivent à la gendarmerie... l'arme a bien été dérobée à un médecin de Bandol. René n'en savait rien : c'est quand même pas un vol de récupérer ce qui est dans les poubelles ! Les flics ne cherchent pas à comprendre : « Tout ce qui est dans l'entrepôt a été volé... » Les flics l'insultent et ils cognent. Les gifles commencent à pleuvoir. Le Grand subit le même traitement.

23 heures. René et le Grand sont transférés à la gendarmerie de Saint-Cyr, on les menace : « Aujourd'hui c'était la casse-croûte, demain on passe au plat de résistance ».

Le lendemain matin, dans un coin de la gendarmerie, le ferrailleur va être torturé pendant 6 heures ! A nouveau des gifles : on veut lui faire dire qu'il a volé à Saint-Cyr, au Beausset, à la Ciotat. Il nie. Cinq flics le jettent au sol. L'un d'eux se saisit d'un nerf de bœuf gainé de plastique noir. Il fouette le dos de René étendu en croix, bras et jambes immobilisées. Ça ne suffit pas ? Les matraques entrent dans la danse. René s'évanouit. On lui pisse dessus pour le réveiller. Et ça repart. Un flic lui passe la flamme d'un briquet sur le corps. On l'attrape par les cheveux, on lui plonge la tête dans une bassine pleine de détergent moussant. Un flic gueule : « Tu peux crever... On te met une balle dans la tête et on dira que tu as essayé de

l'enfuir. Nous, on ne risque rien ». René craque.

Le 26 il est présenté au juge d'instruction à Toulon. Incarcéré à la prison de Saint-Roch, René-le-ferrailleur sera ausculté. On constatera « des lésions graves aux oreilles provenant de l'éclatement des tympans ainsi que diverses blessures sur le corps ». 5 jours plus tard la victime est remise en liberté provisoire, il porte plainte pour coups et blessures.

Ainsi l'on torture dans les commissariats pour arracher des aveux à ceux que la bourgeoisie soupçonne de « délinquance » comme elle dit. Or, « curieusement » cette affaire trouve un certain écho dans la presse bourgeoise écrite et parlée, du *Nouvel Observateur à Europe No1*, alors que dans le même temps elle se garde bien de souffler mot de la détention depuis plusieurs mois de l'ouvrier lorientais Romain Le Gal dont elle n'a surtout pas dit qu'il avait été arrêté et incarcéré sous l'inculpation de « reconstitution de ligue dissoute », le PCMLF. Elle profite au contraire de ce que de telles affaires éclatent au grand jour pour les faire passer pour des « bavures », des cas regrettables sur lesquels elle « s'indigne » d'un ton larvoyant et humaniste.

La vérité est que ces pratiques n'ont rien d'exceptionnel. Elles sont courantes à l'égard des petits délinquants et de ceux que la bourgeoisie suspecte d'être tels. Les passages à tabac, les tortures sont même systématiques à l'encontre de nos frères immigrés. Et si à ce jour ce n'est pas encore le cas général — encore que le viticulteur Albert Teisseyre ait subi des tortures pendant plusieurs heures — ces pratiques préparent l'institution de la torture comme moyen de « mater » les opposants politiques à la bourgeoisie, en particulier les ouvriers révolutionnaires.



POUR CORRESPONDRE
PAR TÉLÉPHONE : 607 23 75

Quelques indications pour une bonne utilisation du répondeur automatique :

- 1) L'enregistrement dure au maximum 6 minutes pour chaque communication ;
- 2) Il ne faut pas s'arrêter de parler plus de 10 secondes ;
- 3) Il faut parler à voix suffisamment élevée et bien en face du microphone.



culturel

Un nouvel album de Hergé

LES AVENTURES REACTIONNAIRES DE TINTIN

Il y a quelques mois, Hergé, le créateur de Tintin et Milou, a publié une nouvelle série des aventures de ce héros de bandes dessinées. Pas une librairie, pas un kiosque de gare, pas un supermarché où on ne trouvera ce nouvel album «Tintin et les Picaros». On se rappelle que la série Tintin avait commencé par l'album «Tintin chez les Soviets». C'était avant la guerre, à l'époque de l'URSS de Staline et, bien entendu, toutes les crapuleries fascistes, antisoviétiques et anticommunistes étaient déversées à chaque image. Le ton était donné ! Aurait-il changé avec ce nouvel album ?

Quelle est l'histoire de «Tintin et les Picaros» ? Des amis de Tintin sont prisonniers, sans raison apparente, dans un pays imaginaire d'Amérique latine : San Théodoros, gouverné — évidemment — par un dictateur le général Tapioca. Après quelques péripéties, le reporter-détective au grand cœur arrive à Tapiocapolis (la capitale qui porte le nom du général) pour libérer ses amis. Des images nous montrent de grandes pancartes déclarant «Vive Tapioca», et, en fond, on aperçoit les bidonvilles. Tintin s'aperçoit bientôt qu'il est en fait pris en otage par le général Tapioca qui cherche à renforcer sa position internationale. A la suite de rebondissements, des guérilleros, les Picaros, avec à leur tête le général (décidément) Alcazar, libèrent Tintin et là apparaît au grand jour le fil directeur de l'histoire. Qui sont ces «guérilleros» qui luttent contre un dictateur ? Alcazar, leur général, est un véritable despote. Son but est de remplacer le général Tapioca. Avec lui, sa femme est une affreuse mégère, dans le genre milliardaire

américaine, qui ne pense qu'à son futur palais. Les guérilleros : montrés comme des «révolutionnaires», Hergé affirme par là ce qu'il pense des révolutionnaires : ce sont des Indiens qui sont montrés comme des sauvages qui ne parlent jamais ! Ils sont tout juste bons, semble-t-il, à être dirigés par un «Occidental» venu pour «faire leur éducation» mais qui est «très déçu». De plus ceux-ci semblent être d'incorrigibles soulards et la «révolution» risque fort d'échouer à cause de ce vice. C'est Tapioca qui fait parachuter du whisky sur les bases des Picaros. Ce qui fait dire à Alcazar : «Comment faire une révolution, caramba (cela fait très couleur locale — NDLR), avec ce ramassis de soulards ?» Heureusement le «génial Tintin» est là et grâce à l'intervention du professeur Tournesol, il soigne les «révolutionnaires» avec une pilule miracle (c'est toujours mieux que la politique sans doute ?). La «révolution», grâce à Tintin, sera pacifique car il s'oppose au général Alcazar qui veut «des exécutions capitales, des effusions de

sang et des représailles» (Hergé a vraiment une conception terroriste de la révolution). En outre, Alcazar veut des exécutions parce que c'est la tradition ! Moralité : les révolutionnaires veulent faire couler le sang pour leur propre plaisir ! Ces «révolutionnaires» sont d'ailleurs complètement coupés des masses, qui de toutes manières sont complètement absentes de la scène : elles s'amuse...

Les «amis» de Tintin sont enfin libérés, Alcazar a son palais — à la suite d'une action clownesque pendant le carnaval — et lorsque l'avion de Tintin s'en retourne, Hergé nous «montre» dans la dernière image que «la révolution ne changera rien» : on retrouve la même scène qu'au début, les mêmes bidonvilles, mais les pancartes ont changé. Il est écrit «Vive Alcazar». Pendant ce temps-là Tintin, le petit Occidental «conquérant, libérateur et supérieur» ayant tout fait pour laisser dans nos têtes l'image réactionnaire de l'étranger «illettré, brutal et imbécile». Tout le mépris du colonisateur pour le «colonisé» qu'a toujours eu Hergé d'ailleurs (voir Coke en stock, Tintin en Afrique, Tintin au pays de l'or noir, etc.).

Comme on le voit «Tintin et les Picaros» est dans la droite lignée de «Tintin chez les Soviets». Hergé met sa plume au service de la bourgeoisie.

Des lecteurs.

RENNES

Les 17-18-19 juin
centre Alma

EXPOSITION-VENTE
des Editions du Centenaire
E100

- Les publications de Chine et d'Albanie
- Les publications de la Société nationale d'éditions d'Algérie
- Collection «Marxisme-léninisme au combat»
- Collection «Tiers monde en lutte»

Dans la presse dite «populaire»

La publicité pour abrutir le peuple

Une des caractéristiques de la société capitaliste est de produire des biens inutiles, d'inciter les masses à «consommer» en créant de toutes pièces des besoins artificiels qui servent à la fois à remplir la poche des bourgeois et à donner l'impression que l'on vit dans une société «libérale avancée» où on peut tout acheter et tout vendre.

La publicité est à cet effet un puissant stimulant. Certaines annonces sont plus habiles que d'autres dans la mesure où elles font

de «petite» publicité que l'on trouve dans les revues et publications dites populaires.

Il semble que la revue «Télépoche» se soit fait une spécialité dans ce domaine. Au fil des numéros, dans des pages spécialisées, on incite par exemple les gens à acheter :

— Une radio pour WC, intégrée dans un enrouleur de papier hygiénique, c'est «une nouveauté sensationnelle qui viendra mettre de la musique dans votre WC ; une vraie surprise pour vos

ça devient drôle, c'est quand on voit qui collabore à ce petit jeu.

Ainsi, page 141 du numéro 538 de Télépoche (semaine du 5 au 14 juin), on peut voir qu'une page entière est réservée à une publicité appelant à acheter un numéro spécial («10 F 300 pages et 48 secrets») de la revue «Les secrets de l'histoire».

L'annonce publicitaire est rédigée comme suit : ce numéro révèle «l'importance des secrets d'alcôve dans les affaires d'État» et souligne «le véritable rôle joué par celles et par qui les hommes ont trop souvent fait l'histoire : reines, prostituées, impératrices, courtisanes, espionnes, nymphomanes, homosexuelles, actrices, danseuses...»

De fait, on peut voir en page de couverture (en dehors de trois minettes au corsage généreusement ouvert) les titres suivants : «Les amours d'outré tombe», «Josephine sans dessous», «Les espionnes de Mao», etc.

Tout cela écrit par qui ? «Par des auteurs et des historiens se plaçant au-dessus de la partialité et des conventions» : Guy des Cars, Erlanger, Aragon !!!

Eh oui, Aragon le «superbe», le «valeur», le «poète» ! Le dignitaire du PCF !

Aragon qui collabore à ce genre de revues semi-pornographiques qui abaissent la femme au rôle de «reines, prostituées, courtisanes, espionnes» !

On peut en tout cas remercier ce «poète» de sa collaboration à ce genre de revues décadentes car plus ça ira, plus il se démasquera et plus vite il occupera la place qui lui revient... A LA POUCELLE DE L'HISTOIRE !

Correspondant HR Annecy

AFFICHEZ
L'H.R.



LES BIJOUX du BONHEUR...

OR, PLAQUÉ-OR et ARGENT sont montés avec la PIERRE DU NORD minéral magnétique naturel au pouvoir bénéfique étrange

Des centaines de milliers de gens nous écrivent leur satisfaction...

- J'ai trouvé l'amour
- Tout va beaucoup mieux
- J'ai gagné à la loterie
- Mon succès va grandissant
- Vraiment je suis comblée
- La chance me sourit
- Plus de jours tristes
- Quel changement dans ma vie !
- J'ai connu une jeune fille charmante
- J'ai réussi une importante affaire

Le succès des autres, demain, sera peut-être le vôtre. DEMANDEZ aujourd'hui, sans aucun frais, notre catalogue de BIJOUX SCIENTIFIQUES.

BON GRATUIT SANS TIMBRE NI ARGENT

Pour recevoir la brochure explicative sur les bienfaits de la PIERRE DU NORD et le catalogue de BIJOUX, VOS NOM ET ADRESSE TRÈS LISIBLES.

Le but de ces publicités : extorquer du fric et abrutir le peuple.

appel à des comportements psychologiques profonds, connus et étudiés. D'autres par contre sont des plus grotesques et, avec un minimum de sens critique, on arrive facilement à en comprendre l'intérêt. C'est la caractéristique de tout un genre

de «petite» publicité que l'on trouve dans les revues et publications dites populaires.

— une «super-fanfare» avec laquelle «vous attirerez chaque fois l'attention de tous sur vous». Au choix l'air du «Pont de la rivière Kwai ou la Cucaracha», 199 francs, «seulement» !

— un soutien-gorge à 4 positions réglables qui «relève et raffermi la poitrine» et qui vous donnera, madame, «une silhouette idéale».

— un bracelet statique qui permet de «surmonter votre inquiétude et d'apporter une solution si vous n'arrivez pas à contrôler vos nerfs, si vous dormez mal, si vous avez besoin d'apaisement, de calme et de sécurité». Le prix ? 46 francs, plus 7 francs de frais soit environ 6 heures de travail pour un smicard !

De tels exemples pourraient être multipliés à l'infini car quand il s'agit de «faire du fric», les bourgeois ont une imagination... délirante.

Mais, oh surprise !, là où

Programmes TV

MERCREDI 16 JUIN

TF-1

19 h 20, 20 h et 23 h : Le bourgeois vous informe
20 h 30 Savine ou les prêtres révolutionnaires. *Dramatique sur la vie et l'engagement d'un noble, devenu évêque, qui s'engagea aux côtés de la bourgeoisie au moment de sa Révolution en 1789. Engagement peu solide puisqu'il le reniera à la fin de sa vie.*

22 h 05 Psychologie. Quand les gestes prennent la parole. *Emission sur le rôle des gestes dans la communication entre les humains. Mais il ne faut pas oublier que chaque classe sociale a ses gestes particuliers. Même dans ce domaine, chaque chose a un contenu de classe.*

A-2

19 h 20, 20 h et 23 h : La bourgeoisie vous informe.
20 h 30 L'homme de fer. *Série américaine qui vante les exploits de flics US et dont les seuls héros sont des truands et des policiers au «bon cœur».*
21 h 30 C'est-à-dire. *Magazine d'actualités tourné en direct et dont les invités sont choisis au dernier moment.*

FR-3

19 h 20 et 22 h : La bourgeoisie vous informe.
20 h 30 Le chevalier de Maupin. *Film italo-français de 1965.*

Exprimant critiques et suggestions sur l'avant-projet de charte nationale soumis à un large et profond débat en Algérie et dans l'émigration

LE PEUPLE ALGERIEN MANIFESTE SON DESIR D'UN VRAI SOCIALISME

Depuis le début du mois de mai s'est déroulé en Algérie un vaste débat portant sur un «avant-projet de Charte nationale» soumis à discussion publique.

Ce document propose «des définitions idéologiques, économiques, sociales et culturelles d'une société socialiste». Dans son introduction, il présente le cas de l'Algérie comme un exemple particulier de la voie des pays du tiers monde vers le socialisme.

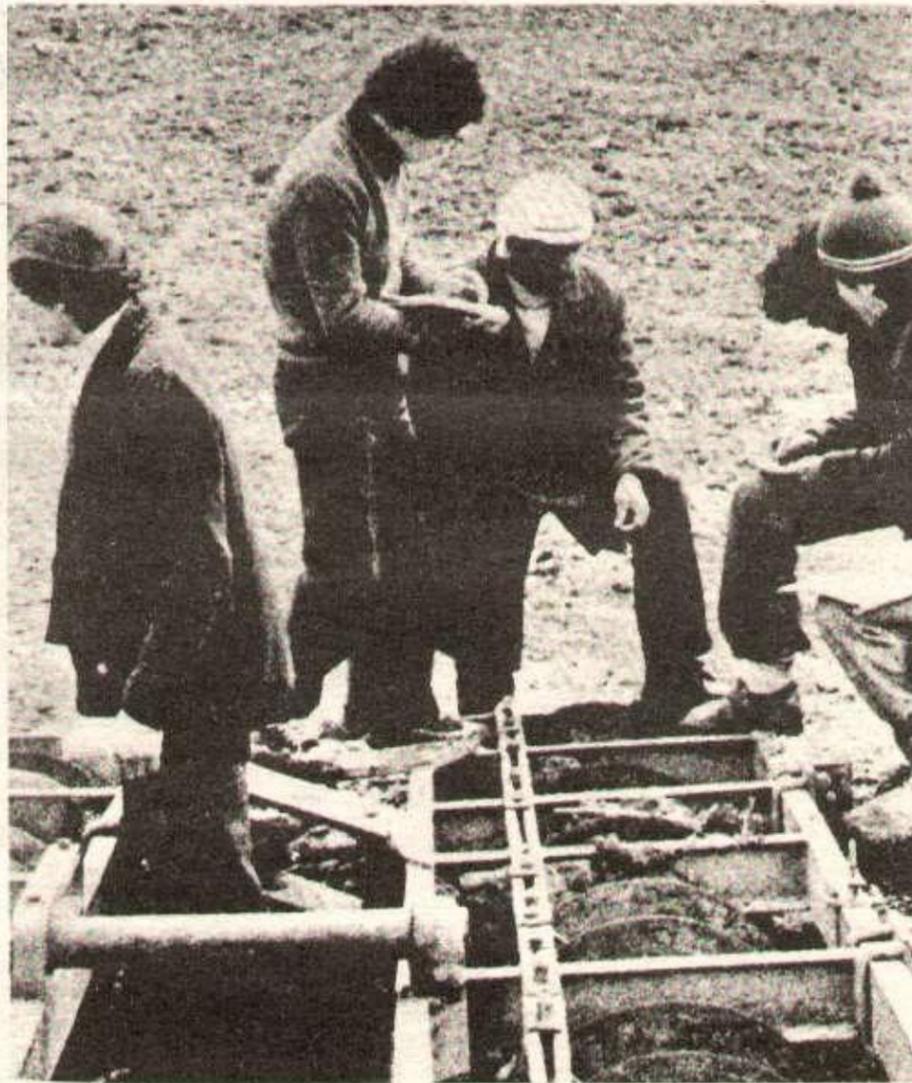
Toutefois, en son état initial, ce texte comporte beaucoup d'insuffisances pour constituer une théorie, même spécifique d'un seul pays, susceptible de conduire au véritable socialisme. Ses propositions, si de profondes modifications ne leur étaient apportées, conduiraient sur la voie d'un capitalisme d'Etat, géré par une bourgeoisie bureaucratique, à son propre avantage, et non à l'avantage des plus larges masses populaires. Et nous ne nous autorisons cette remarque que parce qu'elle nous a été avancée par plusieurs Algériens, ouvriers ou intellectuels.

La question du socialisme se pose-t-elle dès maintenant en Algérie ? Le moment est-il venu de passer de la Révolution nationale à la Révolution prolétarienne ? C'est là une question qui nous paraît d'une extrême importance, mais qui nous semble dominée par un préalable décisif : la consolidation de son indépendance nationale est-elle déjà assez avancée pour que l'Algérie puisse emprunter la voie qui permet à des peuples de franchir dans le minimum de temps la distance entre la reconquête de leur liberté et l'édification du socialisme, comme le pratiquèrent les peuples de Chine ou d'Indochine ? Et, de surcroît, le peuple algérien dispose-t-il de l'instrument indispensable pour cette tâche historique, que constitue un parti révolutionnaire prolétarien, fondant sa ligne idéologique et politique fondamentale sur les principes scientifiques du marxisme-léninisme ? S'il importe de tenir compte des réalités historiques, il n'est de toute façon jamais trop tôt pour préparer efficacement le passage au socialisme...

Quoiqu'il en soit, l'ampleur et la profondeur du débat démocratique qui a eu lieu ont témoigné sans ambiguïté de la volonté des masses laborieuses algériennes de participer concrètement à la construction de leur avenir et de ne pas se laisser imposer n'importe quelle législation et n'importe quel «parti». Et l'intervention remarquable de ces masses apparaît en droite conséquence avec leur participation historique à la victoire de 1962 sur le colonialisme et l'impérialisme français (quelle est la famille qui ne compte dans son ascendance un ou plusieurs chouhadas, martyrs de la Révolution nationale ?).

Les critiques et suggestions formulées ont traduit le développement d'une lutte de classes du même

contenu que celle qui oppose, dans notre pays, les ouvriers immigrés en grève des foyers-prisons de la Sonacotra à certains fonctionnaires de l'Amicale des Algériens en Europe. On sait que certains de ces derniers,



Pour des millions de Fellah, l'enjeu de la Révolution agraire...

sans avoir d'ailleurs l'accord unanime de tous leurs militants, ont adopté à l'égard de ces grévistes la même attitude que celle des bonzes du faux Parti communiste français et de la CGT.

L'exemple s'adapte parfaitement aux préoccupations des travailleurs algériens : les dirigeants en cause ont été nommés, désignés par le parti FLN et non par les masses. Tandis que les responsables du comité de coordination des grévistes de la Sonacotra, algériens ou d'autres nationalités, ont été élus très démocratiquement par leurs camarades émigrés, en assemblées générales, et restent soumis constamment à leur contrôle de masse. Cette double question du «parti» et du «contrôle» a dominé le débat sur la Charte nationale.

A vrai dire, tel qu'il a été conçu dans le projet, le «parti» n'a vraiment rien de révolutionnaire prolétarien. D'ailleurs le prolétariat, en tant que classe, est gravement sous-estimé puisqu'il est présenté comme «embryonnaire». Or la classe ouvrière en Algérie compte 400 000 salariés, auquel il convient d'ajouter les centaines de milliers d'émigrés dans plusieurs pays européens, qui dans leur immense majorité sont des ouvriers. Il y a au bas mot plus

pas s'en remettre les yeux fermés à un Parti sans contenu de classe précis. On peut dès lors poser la question : le parti «d'avant-garde» proposé sera-t-il au service d'une bourgeoisie bureaucratique du style de celle qui s'adapte si bien aux falsifications des dirigeants révisionnistes, ou bien sera-t-il au service de la classe ouvrière, des paysans pauvres et de toutes les couches laborieuses révolutionnaires du peuple algérien ?

Le contenu idéologique des contributions, dont nous publions des extraits ci-dessous permet d'espérer qu'à brève ou moyenne échéance le prolétariat et le peuple algérien frères sauront se doter, par leurs propres forces, d'un authentique parti révolutionnaire prolétarien fondé sur les principes vivants du marxisme-léninisme, à l'image de ceux qui, en Indochine ou en Chine, ont permis à des peuples anciennement colonisés de passer de la Révolution nationale anti-impérialiste à la Révolution socialiste.

Des participants à la discussion l'ont d'ailleurs explicitement souhaité. Et cela n'a pas manqué de mettre en rage le reporter spécial de «l'Humanité blanche», ce Robert Lambotte qui, en 1965-1968, lançait publiquement contre le président Boumediène et les dirigeants algériens l'accusation de «fascistes». Dans son article du 2 juin dernier, ce plumitif qui a depuis lors retourné sa veste, n'a pas hésité à recourir à la crapulerie politique vis-à-vis d'un Algérien qui avait déclaré «Il nous faut un parti marxiste-léniniste au pouvoir», en le présentant basement comme un «gauchiste, compère d'un autre Algérien, anticommuniste au nom de l'Islam». Et dans sa conclusion sur ce «débat non-stop sur le socialisme» en Algérie, ce Lambotte-là a traduit l'inquiétude des faux communistes devant les justes réactions du peuple algérien en revenant encore sur cette question, tout aussi calomnieusement que la veille, puisqu'il a procédé de nouveau à l'amalgame entre la bourgeoisie algérienne et les prétendus «gauchistes».

Dans de prochains articles, nous laisserons la parole à des travailleurs algériens, en soulignant, par simple souci d'authenticité, que parmi les extraits que nous avons relevé dans «El Moudjahid», plusieurs, sinon tous, expriment d'une part leur vive satisfaction de l'ouverture de la discussion sur le projet de Charte nationale, et, d'autre part, affirment leur totale confiance envers le président Boumediène personnellement.